
Pour aller plus loin

Le travail de Nonna Mayer sur le RRGG en France, Marine Le Pen et le RN ainsi que l'article "Durand, M., & Mayer, N. (2017). Genre, sexualité et vote" qui retrace les études électorales sur les questions de genre et sexualité.

Le travail de Valérie Dubslaff sur les femmes d'extrême droite en Allemagne.

Bard, C. (2000). Claudie LESSELIER, Fiammetta VENNÉ (dir.), *L'Extrême droite et les femmes*.

Farris, S. R. (2017). *In the name of women's rights. In the Name of Women's Rights*. Duke University Press.

Homonationalisme Jasbir Puar 2012

Le travail de Della Sudda, M. et notamment *Les nouvelles femmes de droite* afin de saisir les différentes composantes "féminines" de l'extrême droite française contemporaine.

Vidéo Médiapart "François Ruffin face à Thomas Piketty et Julia Cagé. Ranimer la gauche, mais comment?" : <https://www.youtube.com/watch?v=zYo-PYLqWcp4>

Juliette Léonard : Diplômée en Sociologie à l'Université libre de Bruxelles et spécialiste de la féminisation de l'extrême droite.

Romain Biesemans

Quand les nuages tentent de s'entremêler à l'arc-en-ciel

L'extrême droite et les personnes LGBTQIA+

À quelques mois des élections régionales, fédérales et européennes de 2024, le spectre des partis de l'extrême droite plane sur la Belgique. Dans l'agenda de ces partis, les questions touchant aux droits des personnes LGBTQIA+ (lesbiennes, gays, bisexuelles, trans, queers, intersexuées, asexuées et autres) sont bien présentes. Parler de la relation entre les personnes LGBTQIA+ et l'extrême droite peut paraître contradictoire du fait des liens de ces partis avec des mouvements religieux, conservateurs et hostiles aux personnes LGBTQIA+ dans de nombreux pays européens. L'objectif de ce chapitre est de décrypter le lien complexe et les stratégies mises en place par les partis d'extrême droite autour des questions liées aux personnes LGBTQIA+.

Une rhétorique d'exclusion

Avant toute chose, il est important de revenir sur la rhétorique des partis d'extrême droite. Celle-ci mène ces partis à diviser le monde de manière binaire entre le « nous » (les « gens ») versus les « autres » qui peuvent être caractérisés tant par l'élite, les corps étrangers à la nation ou encore les corps internes à celle-ci mais menaçant cette dernière. La définition de l'« autre » ainsi que du corps national à défendre varie fortement en fonction des contextes nationaux (Wodak 2020). En réalité, en raison des particularités propres à chaque pays, la perspective binaire du monde promue par les partis d'extrême droite diffère selon les groupes considérés comme une menace pour la nation, notamment en ce qui concerne les personnes LGBTQIA+. Dès lors, il est impossible d'avoir une approche homogène pour étudier les partis d'extrême droite, leurs discours et leurs narratifs. Plus spécifiquement, dans le cas de leurs discours et de leurs approches envers les personnes non hétéronormées, il est possible de mettre en évidence des similitudes entre les partis d'extrême droite en Europe, mais il existe également des spécificités contextuelles. Dès lors, la relation entre les partis d'extrême droite et les personnes LGBTQIA+ est bien plus complexe que ce que pourrait nous laisser penser notre sens commun. Historiquement, les partis d'extrême droite sont et ont été associés à des opinions conservatrices et patriarcales concernant le genre et la sexualité (Kitschelt et McGann, 1997 ; Mudde, 2007). Leur conception de la nation est ancrée dans le modèle traditionnel de la famille binaire hétérosexuelle, avec une préférence pour le maintien des rôles traditionnels et une résistance à l'égalité (Akkerman, 2015 ; Kantola et Lombardo, 2019). Les modèles défendus par ces partis entendent défendre une pérennité de la filiation, ainsi qu'une reproduction et une perpétuation de la nation. Au sein de ces modèles, les thématiques de genre touchant aux questions des personnes non hétéronormées et transcendant les conceptions binaires ne trouvent que peu d'alliés.

Un emballage de prétendue tolérance teinté de xénophobie

Ces dernières années, plusieurs partis d'extrême droite ont fait évoluer leurs positions sur les personnes LGBTQIA+. Ces partis se distinguent des autres partis d'extrême droite « traditionnelle » par un discours plus moderne sur les personnes non hétéronormées (De Lange et Mügge, 2015). Jasbir Puar (2007) a conceptualisé ce processus d'acceptation des personnes gays et lesbiennes à travers la notion d'« homonationalisme ». L'homonationalisme fait référence à l'inclusion des personnes gays, lesbiennes et bisexuelles comme faisant partie du corps national et des valeurs occidentales, et donc des individus à défendre face aux menaces

d'autres corps étrangers à la nation (De Lange et Mügge, 2015). La posture homonationaliste des partis d'extrême droite inclut dès lors les personnes homosexuelles au sein de la catégorie des individus à défendre contre les « autres » représentant une menace. Les « autres » sont caractérisés tantôt par l'Islam, les migrants, les musulmans... Ces « autres » représenteraient une menace pour les acquis et la situation des personnes homosexuelles, ces dernières étant définies comme une menace à l'émancipation et aux acquis des personnes non hétéronormées. Ce concept, qui résonne avec celui de fémonationalisme (Farris, 2017), ancre dès lors les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles dans l'agenda nativiste des partis d'extrême droite et dans leur conception binaire d'un monde où l'Occident civilisé est menacé par un Orient intolérant, dangereux et liberticide. Les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles passent dès lors, dans certains contextes nationaux, de la menace aux personnes à protéger.

Les stratégies homonationalistes peuvent se retrouver dans les positions et discours de plusieurs partis d'extrême droite près de chez nous. Les Pays-Bas sont l'exemple le plus étudié au sein de la littérature, avec anciennement la « Lijst Pim Fortuyn » et son leader du même nom promouvant une position ouverte à l'égard des personnes homosexuelles. Des exemples plus contemporains sont ceux du récent « vainqueur » des élections néerlandaises, le « Partij Voor de Vrijheid » (PVV) et son président Geert Wilders (Farris, 2017). Tous se présentent comme des défenseurs de l'égalité pour les personnes homosexuelles en mobilisant une rhétorique anti-islam. Outre-Québec, des stratégies homonationalistes peuvent également être observées au sein du Rassemblement National et des discours de Marine Le Pen, prétendant vouloir protéger les personnes non hétéronormées face à un obscurantisme liberticide et anti-laïque qu'elle associe à la migration et à l'islam (Biesemans, 2023). Ces discours, résonnant plus largement avec cette volonté de dédramatiser du Rassemblement National, contrastent avec les liens qu'a entretenus le parti et certains de ses membres avec des mouvements et organisations ouvertement LGBTQIA+phobe tel que la « Manif Pour Tous » (Kovats, 2018).

La stratégie homonationaliste, payante dans les urnes ?

Les choix politiques des personnes LGBTQIA+ face aux partis d'extrême droite soulèvent des questions sur leurs perceptions et attitudes envers ces groupes politiques. Par exemple, selon les recherches de Spierings et Zaslove (2015), le PVV aux Pays-Bas attire un nombre important de votes de personnes gays. Différentes études tentent d'expliquer comment les électeurs d'extrême droite per-

çoivent les enjeux liés aux personnes LGBTQIA+. Lancaster (2020) avance l'idée d'un clivage transnationaliste, identifiant trois types d'électeurs : ceux favorables à la modernité sexuelle et à la défense de la nation, les conservateurs attachés à la nation et une troisième catégorie intermédiaire. Certains sont ouverts et tolérants envers les personnes LGBTQIA+, tandis que d'autres s'y opposent fermement (Lancaster, 2020).

En outre, Spierings, Lubbers et Zaslove (2017) ont étudié la notion de vote homonationaliste, associant une opposition à l'immigration à une attitude libérale envers les personnes LGBTQIA+. Leurs recherches portant sur 10 pays suggèrent que quatre pays, dont la Norvège, la Suisse, l'Autriche et la Suède, semblent présenter un schéma de vote homonationaliste. Cependant, ce schéma n'est pas observé de la même manière dans d'autres pays comme les Pays-Bas, la Belgique (Flandre), le Danemark, la France, l'Italie et la Finlande (Spierings et al., 2017).

Dans l'ensemble, il demeure compliqué de prédire de façon précise les impacts de la stratégie homonationaliste des partis d'extrême droite sur l'électorat en raison de la diversité des réponses observées dans différents contextes nationaux.

Et Chez Nous ? Le Vlaams Belang comme figure de l'homonationalisme à la belge

Le parti d'extrême droite et nationaliste flamand Vlaams Belang (VB) a montré des signes assez progressistes sur les thématiques touchant les personnes homosexuelles, en ne s'opposant notamment pas au mariage entre personnes de même sexe (Akkerman, 2015). En effet, le parti a développé au sein de ses programmes électoraux et manifestes des vues plus modernes sur les thématiques de genre (De Lange et Mügge, 2015). Le parti adopte une position de tolérance envers les personnes homosexuelles comme l'illustrent de multiples interpellations et contenus partagés sur leurs sites et réseaux sociaux. Néanmoins, cette impression de tolérance cache une rhétorique homonationaliste. En effet, l'énonciation de défense des droits des personnes homosexuelles se retrouve quasi systématiquement liée à la question de l'islam, présenté comme une religion intolérante et homophobe. Au-delà de ces positions de tolérance, le parti compte au sein de son organisation de nombreux individus ayant émis des déclarations homophobes et transphobes en plus d'entretenir des liens avec des mouvements d'extrême droite à l'intolérance exacerbée (par exemple, Schild en Vrienden). Du côté francophone, les quelques partis d'extrême droite ayant tenté de s'imposer au fil du temps en vain ont à divers occasions fait preuve d'intolérances aux personnes LGBTQIA+. Le nouveau parti émergent à l'extrême droite du spectre

politique francophone « Chez Nous » a publié plusieurs visuels ces derniers mois anti-trans et plus largement anti-genre.

L'extrême droite, nouveaux défenseurs des personnes LGBTQIA+ ?

Pour atténuer une éventuelle dimension « moderne » et « libérale » attribuée aux partis d'extrême droite envers les personnes LGBTQIA+, il est crucial de souligner le soutien variable que ces partis apportent, variant selon les individus concernés. En effet, des partis tels que le Rassemblement National (RN), le Vlaams Belang ou encore le Partij Voor de Vrijheid mettent en avant, dans leurs discours, la défense des personnes homosexuelles mais pas nécessairement des personnes LGBTQIA+ dans leur ensemble. Les personnes transgenres et intersexuées sont quasiment ignorées, voire complètement exclues des mobilisations des partis d'extrême droite. Au contraire, des contenus transphobes sont fréquemment diffusés sur les réseaux sociaux par des membres de ces partis. Ces contenus à caractère transphobe se manifestent à travers des publications, la création de visuels, voire dans l'activité parlementaire de ces partis.

De plus, considérer les partis d'extrême droite comme « modernes » prend du sens uniquement dans le cadre de leur agenda nativiste. Malgré une atténuation apparente dans les discours et les agendas de certains partis d'extrême droite, il est difficile de parler d'une ouverture totale pour plus d'égalité envers les personnes homosexuelles, et encore moins lorsque l'on élargit aux personnes LGBTQIA+. Sans prendre explicitement position pour ou contre l'évolution de la situation des personnes LGBTQIA+, des partis comme le VB, le RN ou encore le PVV adoptent la stratégie du silence (Farris, 2017). Cette stratégie vise à ne pas perdre les électeurs anti-LGBTQIA+ et à maintenir, voire attirer, un électorat « homonationaliste ».

À l'échelle de l'Union européenne, la constatation que les partis d'extrême droite émettent des positions et des discours favorables aux personnes LGBTQIA+ est à nuancer. Lorsque l'on élargit l'analyse au reste de l'Union européenne, notamment en Europe centrale et orientale, la construction de la personne non hétéronormée comme une menace est plus explicite, notamment en Hongrie, Pologne, Italie ou Roumanie (Wodak, 2020). L'opposition aux politiques d'égalité de genre est forte dans ces pays, où des partis d'extrême droite sont au sein de coalitions gouvernementales ou au pouvoir. Sous l'impulsion de ces acteurs d'extrême droite, des régressions ou des reculs sur des acquis concernant la situation des personnes LGBTQIA+ sont observés, comme autour de l'union civile ou de l'adoption. L'avancée sur les questions LGBTQIA+ est perçue comme une décadence occidentale et une atteinte

à la chrétienté (Wodak, 2020). Cette opposition à l'égalité des personnes LGBTQIA+ entraîne un recul et des atteintes à la société civile engagée sur ces thématiques, comme le montrent les exemples hongrois ou polonais.

L'idéologie de genre comme moyen de délégitimation

Les partis d'extrême droite en dehors de l'Europe centrale et orientale mobilisent également des stratégies discursives visant à délégitimer les politiques en lien avec les personnes LGBTQIA+. En effet, ils utilisent plusieurs termes tels que « théorie du genre » ou « idéologie de genre » pour s'opposer aux politiques d'égalité. Le discours anti-genre se caractérise par une opposition aux débats sur la sexualité, la citoyenneté, les droits de reproduction, les droits LGBTQIA+ et l'éducation sexuelle et de genre (Paternotte et Kuhar, 2018 :8). Les défenseurs de perspective anti-genre défendent une représentation hétéro-normative et traditionnelle de la famille, où la reproduction et les enfants sont au cœur de la perpétuation de la nation (Graff et Korolczuk, 2022). L'« idéologie de genre » devient ainsi un concept vide de sens qui relie les préoccupations des personnes et militants anti-LGBTQIA+ ainsi que plus généralement antiféministes, et revient fréquemment dans les discours des partis d'extrême droite (Mayer et Sauer, 2017). Ce terme est également utilisé par ses partisans comme une idéologie totalitaire imposée par une certaine élite et la gauche, visant à affaiblir, voire à détruire la famille (Mayer et Sauer, 2020). Le discours sur cette supposée idéologie de genre n'est pas limité aux seuls partis d'extrême droite, il est mobilisé par un éventail plus large d'acteurs opposés aux politiques de genre, tels que des associations pro-vie, des mouvements identitaires ou encore des associations de défense des enfants et de la famille (Paternotte, 2020 ; Mayer et Sauer, 2020). Il est intéressant de souligner que le terme « wokisme » partage des similitudes avec l'idéologie de genre, étant utilisé pour discréditer plus largement les politiques progressistes liées au genre, à la sexualité, mais aussi aux questions d'antiracisme, de décolonisation/postcolonialisme et d'intersectionnalité.

Conclusion

En résumé, la dynamique entre les partis d'extrême droite et les sujets associés aux personnes LGBTQIA+ est considérablement plus complexe qu'il n'y paraît initialement. Les généralisations sont difficiles en raison des différences notables dans les réalités et les discours entre les contextes, les pays et les formations politiques. Alors que certains partis d'extrême droite affichent ouvertement de l'intolérance envers les personnes non

hétéronormées, d'autres adoptent des positions plus tolérantes, principalement envers les personnes lesbiennes, gays et bisexuelles. Ces discours, pouvant laisser penser à une « modernité » concernant les questions d'identité de genre et de sexualité, s'accompagnent fréquemment de discours xénophobes et islamophobes. De plus, ces partis défendent généralement une vision traditionnelle de la famille et s'impliquent, à divers degrés, dans le mouvement anti-genre. C'est pourquoi une approche nuancée est indispensable pour comprendre la relation entre les partis d'extrême droite et les thématiques associées aux personnes LGBTQIA+.

Romain Biesemans : Doctorant et professeur Assistant à l'Université Libre de Bruxelles et chercheur au Cevipol (Centre d'Etude de la Vie Politique) et au TRANSFO (Centre de Recherche interdisciplinaire sur la changement social). Ses recherches portent sur l'influence des questions de genre (égalité des sexes, droits LGBTQ+, droits reproductifs, ...) sur la structuration de la compétition électorale en Espagne et en Belgique.

Elise Warren

Écofascisme ou comment lier la crise écologique à la peur de l'Autre

Il est pertinent de prendre la question du territoire et de la nature comme porte d'entrée d'analyse pour toutes formes d'injustices sociales. Après tout, pour reprendre les mots de Razmig Keucheyan, « [l]a nature n'échappe pas aux rapports de force sociaux : elle est la plus politique des entités » (2013 : 11). Si on veut savoir où sont les endroits les plus affectés par la pollution, il suffit de regarder où vivent les personnes Noires, Autochtones et de Couleur. Si on veut savoir qui, au quotidien, a la responsabilité d'apporter du care face aux effets néfastes de la pollution, on n'a qu'à porter attention au travail mené par les femmes. Si on regarde où dans le monde les changements climatiques provoquent le plus de mort·e·s, ce sont dans les pays du Sud. La liste des injustices et des effets sur la santé, la sécurité alimentaire, l'accès à l'habitation et autres serait longue, car la crise écologique engendre des questions de classe, de race et de genre et ses conséquences sont vécues, aujourd'hui, au quotidien, par des personnes en situation de précarité. Ce n'est pas une menace à venir, mais un défi de tous les jours. Ne pas en ressentir les conséquences immédiates est un luxe, même si ce luxe est mis en danger.